

F. 2001 — 1625

[2001/29245]

**31 MAI 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'étude de base**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 avril 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté du 19 avril 2001 précité a modifié l'arrêté du 3 mai 1999 précité;

Que les modifications ainsi apportées n'ont pas pris en compte la situation spécifique des établissements d'enseignement secondaire;

Qu'en effet, dans ces établissements, c'est le chef d'établissement qui délivre le certificat d'études de base, contrairement à l'enseignement primaire où ce rôle est confié à une commission;

Que les documents d'attestation, en n'envisageant pas le cas des établissements d'enseignement secondaire ne permettent donc pas à ces établissements de délivrer dans les faits le certificat d'études de base;

Qu'il convient de remédier le plus rapidement possible à cette situation afin que les certificats d'études de base puissent être valablement délivrés à la fin de cette année scolaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances donné le 21 mai 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 31 mai 2001;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance ayant l'Enseignement fondamental dans ses attributions et du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat d'études de base modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

Article 2. § 1<sup>er</sup>. Le certificat d'études de base est délivré par :

1° les établissements d'enseignement primaire ordinaire et spécial, organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française;

2° les établissements d'enseignement secondaire de plein exercice ordinaire et spécial, organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française;

3° le jury d'examen institué par l'article 17 du présent arrêté;

4° le jury d'examen institué par l'article 30 du présent arrêté.

Le certificat d'études de base délivré par les établissements scolaires visé au 1° est conforme au modèle figurant à l'annexe A du présent arrêté.

Le certificat d'étude de base délivré par les établissements scolaires visés au 2° est conforme au modèle figurant à l'annexe *Abis* du présent arrêté.

Le certificat d'étude de base délivré par le jury d'examen visé au 3° est conforme au modèle figurant à l'annexe B du présent arrêté.

Le certificat d'étude de base délivré par le jury d'examen visé au 4° est conforme au modèle figurant à l'annexe C du présent arrêté.

**Art. 2.** Dans l'article 9 du même arrêté, les termes « l'article 2, 2° » sont remplacés par les termes « l'article 2, 3° ».

**Art. 3.** Dans l'intitulé précédant l'article 10 du même arrêté, les termes « l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2° » sont remplacés par les termes « l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 3° ».

**Art. 4.** Dans l'article 22 du même arrêté, les termes « l'article 2, 2° » sont remplacés par les termes « l'article 2, 3° ».

**Art. 5.** Dans l'intitulé précédant l'article 23 du même arrêté, les termes « l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 3° » sont remplacés par les termes « l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 4° ».

**Art. 6.** Dans l'article 32 du même arrêté, les termes « l'article 2, 3° » sont remplacés par les termes « l'article 2, 4° ».

**Art. 7.** L'annexe A du même arrêté est remplacé par les annexes A et *Abis* du présent arrêté.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 9.** Le Ministre de l'Enfance ayant l'Enseignement fondamental dans ses attributions et le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 mai 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

**Annexe A à l'arrêté du 31 mai 2001 modifiant l'arrêté du 3 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat de base institué par la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire (article 6)**

Communauté française  
—  
Certificat d'étude de base

Je soussigné(e) (*nom, prénom et qualité en lettres majuscules*)

.....

président de la commission de (*dénomination et adresse complète de l'établissement*)

.....

organisé - subventionné (*biffer la mention inutile*) par la Communauté française certifie que (*nom et prénom en lettres majuscules*)

.....

né(e) à (*lieu de naissance*) .....

le (*date de naissance : jour-mois-année, en toutes lettres*)

.....

a achevé la ..... (*préciser l'année d'études*) <sup>(1)</sup>

avec fruit dans cet établissement, le (*date : jour-mois-année, en toutes lettres*)

.....

En foi de quoi, le présent certificat lui est délivré.

Fait à (*lieu*) .....

le (*date : jour-mois-année, en toutes lettres*)

.....

Sceau de l'établissement :

Signature du président de la commission :

Signature du porteur :

Signature des membres de la Commission :

<sup>(1)</sup> Dans l'enseignement primaire ordinaire, celle-ci ne peut être que la sixième année d'études.

**Annexe *Abis* à l'arrêté du 31 mai 2001 modifiant l'arrêté du 3 mai 1999 du Gouvernement de la Communauté française déterminant la forme et les règles de délivrance du certificat de base institué par la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire (article 6)**

Communauté française  
—  
Certificat d'études de base

Je soussigné(e) (*nom, prénom et qualité en lettres majuscules*)

.....

chef d'établissement de (*dénomination et adresse complète de l'établissement*)

.....

organisé - subventionné (*biffer la mention inutile*) par la Communauté française certifie que (*nom et prénom en lettres majuscules*)

.....

né(e) à (*lieu de naissance*) .....

le (*date de naissance : jour-mois-année, en toutes lettres*)

.....

a achevé la ..... (*préciser l'année d'études*)

avec fruit dans cet établissement, le (*date : jour-mois-année, en toutes lettres*)

.....

En foi de quoi, le présent certificat lui est délivré.

Fait à (*lieu*) .....

le (*date : jour-mois-année, en toutes lettres*)

.....

Sceau de l'établissement :

Signature du chef d'établissement :

Signature du porteur :

Signature des membres du Conseil de classe :

## VERTALING

N. 2001 — 1625

[2001/29245]

**31 MEI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 april 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd door de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het besluit van 19 april 2001 voormeld het besluit van 3 mei 1999 voormeld heeft gewijzigd;

Dat de zo aangebrachte wijzigingen de specifieke situatie van de inrichtingen voor secundair onderwijs niet in aanmerking hebben genomen;

Dat in die inrichtingen inderdaad het getuigschrift van basisonderwijs door het hoofd van de inrichting wordt uitgereikt, in tegenstelling tot het lager onderwijs waar een commissie met die opdracht belast is;

Dat de getuigschriftbewijzen, door het niet overwegen van het geval van de inrichtingen voor secundair onderwijs, die inrichtingen dus niet in staat stellen het getuigschrift van basisonderwijs feitelijk uit te reiken;

Dat zo vlug mogelijk aan die toestand een einde dient te worden gemaakt om de getuigschriften van basisonderwijs op het einde van dit schooljaar op geldige wijze te kunnen uitreiken;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 mei 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 31 mei 2001;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn tot wiens bevoegdheden het basisonderwijs behoort en van de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2, § 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen door volgende bepaling :

Art. 2. § 1. Het getuigschrift van basisonderwijs wordt uitgereikt door :

1° de inrichtingen voor lager, gewoon en buitengewoon onderwijs, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap;

2° de inrichtingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan, secundair gewoon en buitengewoon onderwijs, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap;

2° de examencommissie ingesteld bij artikel 17 van dit besluit;

3° de examencommissie ingesteld bij artikel 30 van dit besluit.

Het getuigschrift van basisonderwijs uitgereikt door de bij 1° bedoelde onderwijsinrichtingen is conform bijgaand model in bijlage A van dit besluit.

Het getuigschrift van basisonderwijs uitgereikt door de bij 2° bedoelde onderwijsinrichtingen is conform bijgaand model in bijlage A van dit besluit. Het getuigschrift van basisonderwijs uitgereikt door de bij 3° bedoelde examencommissie is conform bijgaand model in bijlage B van dit besluit. Het getuigschrift van basisonderwijs uitgereikt door de bij 4° bedoelde examencommissie is conform bijgaand model in bijlage C van dit besluit.

**Art. 2.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 2, 2° » vervangen door de woorden « artikel 2, 3 ».**Art. 3.** In het opschrift voorafgaand op artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 2, § 1, 2° » vervangen door de woorden « artikel 2, § 1, 3° ».**Art. 4.** In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 2, 2° » vervangen door de woorden « artikel 2, 3° ».**Art. 5.** In het opschrift voorafgaand op artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 2, § 1, 3° » vervangen door de woorden « artikel 2, § 1, 4° ».**Art. 6.** In artikel 32 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 2, 3° » vervangen door de woorden « artikel 2, 4° ».**Art. 7.** Bijlage A van hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlage A en *Abis* van dit besluit.**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.**Art. 9.** De Minister van Kinderwelzijn tot wiens bevoegdheden het basisonderwijs behoort en de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs zijn belast, ieder voor wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 mei 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE